



Organisation des Nations Unies

## COMPTE-RENDU DE L'ACTUALITÉ DES NATIONS UNIES EN RDC A LA DATE DU 17 FEVRIER 2021

### MONUSCO

**En l'attente de l'arrivée prévue début mars de Bintou Keita, nouvelle Représentante spéciale du Secrétaire général en République démocratique du Congo, le Représentant spécial adjoint, David McLachlan-Karr, en charge de la Mission, félicite Sama Lukonde Kyenge pour sa nomination au poste de Premier Ministre.**

Les Nations Unies dans leur ensemble, y compris la MONUSCO, ont hâte de travailler avec Mr Lukonde et le Gouvernement qu'il va former pour les soutenir dans leurs efforts pour la stabilisation de la République démocratique du Congo et pour avancer vers un développement durable au bénéfice de tous les Congolais. Nous restons mobilisés aux côtés de la population et des autorités congolaises pour améliorer la situation sécuritaire dans les provinces de l'Est et contribuer au renforcement de l'autorité de l'Etat sur tout le territoire.

David McLachlan-Karr exprime aussi sa préoccupation et son émotion suite aux dernières attaques contre des populations civiles attribuées aux ADF au Nord-Kivu et en Ituri ; des attaques qui ont aussi fait des victimes dans les rangs de l'armée congolaise. La MONUSCO réitère sa détermination à soutenir les efforts de l'armée, engagée dans des combats difficiles dans des zones reculées, et à faire tout ce qui est en son pouvoir pour protéger les populations victimes de ces violences.

Enfin, il présente ses condoléances aux familles des victimes du terrible naufrage qui a eu lieu ce weekend sur le fleuve Congo. Il souligne la nécessité d'améliorer les infrastructures de transport et la sécurité des passagers en République démocratique du Congo.

### NORD-KIVU

**A l'instar de la communauté internationale, la section Protection de l'enfant de Goma a célébré vendredi dernier la Journée internationale de lutte contre le recrutement des enfants dans les groupes armés, journée dite « de la Main Rouge » qui marque l'anniversaire de la signature d'un protocole annexe de la Convention relative aux droits de l'enfant qui interdit l'utilisation d'enfants dans les conflits.**

A ce jour, les FARDC n'ont plus d'enfants dans leurs rangs. Toutefois, le défi reste encore au sein des groupes armés où on continue à enregistrer des cas de recrutement et utilisation d'enfants par les milices et les groupes armés.

---

#### Contacts :

**MONUSCO** : Mathias Gillmann, Porte-parole ,gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure i, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) - tél. +243 81 890 77 06. +243 81 890 48 04



## Organisation des Nations Unies

A l'occasion de cette journée, la MONUSCO à Beni a aussi lancé un projet de réduction des violences communautaires au bénéfice d'enfants associés à des groupes armés : 60 enfants de Beni, 20 de Mavivi-Mbau et 40 d'Oicha bénéficieront d'une formation à un métier pour faciliter leur réintégration dans les communautés.

En matière de stabilisation, le 11 février 2021, la section des Affaires civiles de Goma et une association de femmes basée à Kibirizi Kabanda ont tenu une réunion d'information avec 52 personnes dont 44 femmes à Kibirizi situé à 40 km au nord-ouest de Rutshuru en présence des autorités locales, de la société civile, des jeunes et des femmes. La réunion visait à évaluer la situation globale des populations civiles et de sécurité des femmes et des filles dans la région.

A Goma, la section d'Appui à la justice a organisé les 08 et 09 février 2021 un « atelier de planification du Programme conjoint des Nations d'appui à la réforme de la justice (2020-2024) ». Une vingtaine d'acteurs judiciaires composés de chefs de tribunaux et parquets civils et militaires et des représentants de l'Ordre des avocats et de la société civile ont pris part aux travaux.

### ITURI

**En Ituri, le 13 février, la MONUSCO et le gouverneur Jean Bamanisa Saïdi ont participé à Djugu au lancement de la radio communautaire Amani Djugu. Ce projet vise à promouvoir une paix durable et le dialogue démocratique dans la région.** La Mission a rénové le bâtiment qui l'accueille et la radio a été équipée par l'ONG Search For Common Ground avec un financement du Fonds de cohérence pour la stabilisation.

De même, lundi 15 février, la MONUSCO et les autorités provinciales ont lancé une campagne de sensibilisation dans le territoire de Mahagi pour présenter les résolutions issues d'un dialogue entre les communautés Lendu et Alur, notamment sur la question de l'accès à la terre.

### TANGANYIKA

**La section Appui à la justice (JSS) du bureau de Kalemie a apporté son appui logistique et technique à l'organisation des audiences foraines de la Cour militaire de l'ex-province du Katanga à Kalemie et du Tribunal de Grande Instance (TGI) de Kalemie à Manono.** 60 arrêts ont été rendus par la Cour militaire et 57 jugements rendus par le Tribunal de Grande Instance. En tout, 112 personnes ont été condamnées et 8 suspects relaxés pour arrestation arbitraire dont 4 hommes, 2 femmes et 2 mineurs.

La coordination provinciale de la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH) et le Bureau conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme BCNUDH, ont conjointement organisé deux ateliers de sensibilisation des étudiants et élèves de Kalemie, dans le cadre des 16 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes et aux jeunes filles. Trente-trois étudiants dont 16 jeunes femmes, le représentant de la ministre provinciale des droits humains et des membres de la CNDH ont pris part à la rencontre du 11 février 2021. L'activité du 12 février 2021 a connu la participation de

#### Contacts :

**MONUSCO** : Mathias Gillmann, Porte-parole ,gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure i, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) - tél. +243 81 890 77 06. +243 81 890 48 04



## Organisation des Nations Unies

quarante-deux (42) élèves dont 23 jeunes filles, du représentant de la ministre provinciale des droits humains et des membres de la CNDH.

Un comité de suivi des violations des droits de l'homme au sein des institutions supérieures de Kalemie a été mis en place et sera renforcé davantage en capacités par la CNDH appuyé par le BCNUDH. Les participants ont recommandé que les sensibilisations soient élargies à tous les étudiants et élèves de la ville de Kalemie et des autres territoires de la province du Tanganyika.

Le Commandement du Bataillon indonésien de déploiement rapide (INDORDB) a remis officiellement une dizaine d'armes collectées au chef de bureau de la MONUSCO-Kalemie au cours d'une cérémonie tenue sur la base militaire de Kalemie. Cette collecte est le résultat d'une mission conjointe de terrain intervenue le 6 février 2021, dans la localité de Nsela à 82 kms de Kalemie, dans le cadre du processus de DDR. Suite aux activités de sensibilisation, un groupe de 18 combattants Apana Na Pale, notamment 17 adultes et 1 enfant de 17 ans ont adhéré au processus de paix en remettant dix fusils AK47 à une équipe de la MONUSCO-Kalemie composée de la Force de la MONUSCO, des sections DDR et Protection de l'enfant, en présence des FARDC, des chefs de village du Nsela et de la population locale. La MONUSCO intensifie les campagnes de sensibilisation des populations locales au processus DDR et au programme de réduction des violences communautaires en vue de promouvoir durablement la paix et la sécurité dans la province du Tanganyika.

La MONUSCO/Kalemie a facilité la tenue d'un important atelier sur la gouvernance sécuritaire participative à l'intention des autorités de la chefferie Tumbwe ainsi que des acteurs étatiques et non-étatiques les 5 au 6 février 2021 dans la localité de Kawama à 12 kms de Kalemie. Une trentaine de participants dont 2 femmes ainsi que tous les 14 chefs de groupement de la chefferie Tumbwe, y ont pris part. L'activité organisée avec l'appui de la section des Affaires civiles de la MONUSCO portait essentiellement sur les notions de gouvernance sécuritaire participative ainsi que l'élaboration d'un budget participatif. A l'issue, le Conseil local de sécurité de proximité pour la chefferie Tumbwe doit être opérationnel. Depuis 2016, la MONUSCO à travers la section des Affaires civiles a appuyé différentes phases du projet de gouvernance sécuritaire en partenariat avec le Ministère national de l'Intérieur et l'Inspection générale de la territoriale dans 15 territoires pilotes dont 3 de la province du Tanganyika, notamment Kalemie, Moba et Nyunzu.

### **KASAI**

**Une délégation conjointe de la MONUSCO, des ambassades de Suède et du Royaume-Uni a entamé une mission de cinq jours à Kananga et Tshikapa dans le cadre de la transition de la MONUSCO vers les Agences et Fonds des Nations Unies dans la région du Kasai.**

A son arrivée, la délégation a rencontré des représentants des sections organiques de la MONUSCO ; le gouverneur par intérim du Kasai Central et le ministre provincial du Plan ; ainsi que les chefs des bureaux de l'équipe de pays des Nations Unies (UNCT) du PNUD et de l'UNICEF. La délégation rencontrera en outre les différents partenaires de l'équipe de pays des Nations Unies dans la région du

---

#### **Contacts :**

**MONUSCO** : Mathias Gillmann, Porte-parole [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org), portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure i, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) - tél. +243 81 890 77 06. +243 81 890 48 04



## Organisation des Nations Unies

Kasaï et visitera les projets financés par le Fonds de consolidation de la paix (PBF) ainsi que d'autres projets à Kananga et Tshikapa.

Le 12 février, la MONUSCO a dirigé une mission conjointe d'évaluation (JAM) avec le gouverneur de la province du Kasaï à Batwa Kadimba (270 km au nord-est de Tshikapa, à environ 175 km au nord de Kananga dans le territoire de Mweka dans la province du Kasaï) pour évaluer les incidents signalés le 15 janvier, lorsqu'un groupe armé autoproclamé a attaqué et tué cinq éléments de la PNC.

### **SITUATION MILITAIRE**

**(Par le Lieutenant-colonel Major Sylvester Morlicy Mangure, porte-parole militaire de la MONUSCO)**

**Au cours des deux dernières semaines, la Force a accéléré le rythme des opérations dans ses zones de responsabilité en intensifiant ses activités, en particulier sur le territoire de Beni et de l'Ituri. Elle a mené un total de 4 873 activités opérationnelles, en particulier des patrouilles de jour et de nuit, des patrouilles conjointes, des escortes et des reconnaissances aériennes. La Force a continué de coopérer avec les acteurs de la sécurité locale.**

Les activités impliquant la protection des civils restent au premier plan de la planification des activités de la Force. La protection par projection reste l'un des moyens utilisés pour assurer la protection des civils. La 3ème zone de défense des FARDC a affecté un officier de liaison à Goma. Ledit officier contribuera aux efforts de connaissance de la situation et de planification de la Force pour renforcer la coopération au niveau opérationnel entre la Force et la MONUSCO.

En effet, la Force a accéléré son rythme opérationnel en maintenant une posture robuste pendant les opérations de jour et de nuit dans les points chauds identifiés par la protection par projection. À Beni, la Brigade d'intervention de la force a lancé des patrouilles conjointes avec les FARDC pour assurer la protection des civils et renforcer la confiance mutuelle avec les FARDC. Ces patrouilles conjointes visent notamment à renforcer la confiance de la population locale en la MONUSCO et les FARDC dans la zone. La Force poursuit aussi les formations aux techniques de combat dans la jungle au bénéfice des FARDC.

A signaler que le 6 février 2021, le Représentant spécial par intérim, M. David Gressly, a conduit une délégation diplomatique à la Brigade d'intervention de la Force à Beni, et que le 12 février 20, une délégation conjointe du Conseil de sécurité de l'ONU et de l'UE a visité la base de la MONUSCO à Kiwanja : les deux visites visaient à s'informer sur la situation sécuritaire, les activités de la Force et le soutien aux FARDC.

---

#### **Contacts :**

**MONUSCO** : Mathias Gillmann, Porte-parole, [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org), portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure i, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) - tél. +243 81 890 77 06. +243 81 890 48 04



## Organisation des Nations Unies

### EQUIPE DE PAYS

#### **EBOLA**

**Le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires humanitaires, Mark Lowcock, a annoncé aujourd'hui l'allocation de 15 millions de dollars du Fonds central d'intervention d'urgence (CERF) au soutien à la riposte Ebola en Guinée et en République démocratique du Congo.**

A Butembo, les équipes de vaccination sont à l'œuvre. A ce jour, sur les quatre cas enregistrés, deux sont décédés. Les acteurs humanitaires se mobilisent pour soutenir la riposte en réhabilitant notamment des centres de traitement et en intensifiant les activités de surveillance pour identifier au plus vite tout nouveau cas ainsi que les potentiels contacts des malades.

Les équipes de communication travaillent en étroite coordination avec les équipes de vaccination et celle de suivi psycho-social afin de lutter contre les réticences à se faire vacciner qui s'expriment parfois au sein des populations locales.

#### **REFUGIES**

**Le HCR, l'agence des Nations Unies pour les réfugiés a été créé il y a exactement 70 ans par l'Assemblée générale des Nations Unies. L'organisation a pour mandat de diriger et de coordonner l'action internationale pour protéger les réfugiés et chercher des solutions aux problèmes des réfugiés dans le monde.**

Le HCR soutient également les gouvernements, y compris le gouvernement de la RDC, en offrant assistance et protection aux personnes qui sont déplacées à l'intérieur du pays. Le but premier du HCR est de sauvegarder les droits et le bien-être des réfugiés.

Actuellement, le HCR est à la tête de la réponse à la crise des réfugiés qui ont fui la RCA au cours des derniers mois. Nous coordonnons les efforts de toutes les agences humanitaires, y compris les autres agences des Nations Unies et les ONG, et nous travaillons en étroite collaboration avec le gouvernement pour aider les nouveaux arrivants et leur offrir la protection qu'ils cherchent en RDC. Je vais en dire un peu plus sur la situation humanitaire de nouveaux réfugiés centrafricains en République Démocratique du Congo.

Avant cette nouvelle vague d'arrivées de réfugiés centrafricains, la RDC accueillait déjà généreusement près d'un demi-million de réfugiés venant principalement du Burundi, de la République centrafricaine, du Rwanda et du Soudan du sud (en chiffre 214.000 Rwandais, 174.000 Centrafricains, 55.000 Sud-soudanais et 47.000 Burundais).

Parallèlement, 934.000 réfugiés congolais sont accueillis dans des pays africains, surtout les pays limitrophes notamment l'Ouganda, le Rwanda, la Tanzanie, la République du Congo, la Zambie, etc.

#### Contacts :

**MONUSCO** : Mathias Gillmann, Porte-parole .gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Moricy Mangure i, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) - tél. +243 81 890 77 06. +243 81 890 48 04



## Organisation des Nations Unies

En tant que Représentante du HCR en RDC, je dirige la réponse du HCR aux réfugiés en RDC, en travaillant en étroite collaboration avec le gouvernement et plus d'une vingtaine d'organisations humanitaires, locales comme internationales.

Les réfugiés sont localisés dans des camps, des sites et au sein des communautés hôtes. Avec nos partenaires, référencés en haut, nous leur apportons une assistance multisectorielle : la protection, la santé, l'éducation, des abris, l'eau, l'hygiène et l'assainissement ainsi que des activités pour leur permettre d'être autosuffisants et moins dépendants de l'aide internationale.

De plus, la RDC compte plus de 5 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays, ce qui représente l'une des plus grandes populations déplacées au monde et la plus importante en Afrique. Le HCR travaille en étroite collaboration avec d'autres organisations pour aider le gouvernement à venir en aide à ces personnes déplacées à l'intérieur de la RDC, il dirige en particulier la réponse en matière d'abris et de protection et co-dirige, respectivement avec l'OIM et le PAM la gestion et la coordination des camps et le Cash Working Group.

La hausse de violentes attaques menées contre les populations locales particulièrement dans les provinces du Nord-Kivu, Sud-Kivu et Ituri continue et force ces personnes à fuir leur foyer. Ils se retrouvent désormais dans des conditions de surpeuplement au sein de familles hôtes ou dans les sites de déplacés.

Bien que la superficie de RDC soit vaste, - 2.5 fois plus vaste que mon pays, le Nigeria, et 79 fois plus grande que le Rwanda, la terre est contrôlée par des acteurs qui se trouvent hors de la région. Déjà ceci rend la vie difficile aux Congolais et complique davantage les opportunités pour les déplacés d'avoir leur propre terre pour cultiver ou construire leurs abris. En cette période de la pandémie de COVID-19, il devient tout simplement compliqué d'avoir une distanciation sociale. A cause du conflit, de l'insécurité et de l'état des routes, nous n'avons pas pu venir en aide à de nombreux déplacés en Ituri, Tanganyika, Nord et Sud-Kivu.

Le HCR et ses partenaires ont pu construire des abris, des installations d'eau et d'assainissement, distribuer des articles ménagers, fournir une assistance en cash tout en gérant plusieurs sites de déplacés et en faisant du plaidoyer pour accéder à la terre. Nous utilisons une approche qui favorise la capacité au sein de la communauté.

Cependant, l'assistance humanitaire reste souvent concentrée au sein des sites qui sont sous la coordination du cluster de coordination des sites (CCCM). Que ce soit dans la communauté ou les sites cette aide reste insuffisante et certains déplacés sont toujours sans assistance.

Et bien que la situation humanitaire demeure alarmante, le HCR est contraint à des choix difficiles qui privent de nombreuses personnes de l'aide vitale dont elles ont grandement besoin. Les normes minimales en matière de soins de santé, d'installations d'eau et d'assainissement, d'éducation et d'autres besoins essentiels sont souvent difficiles, même impossible à satisfaire du fait des ressources limitées disponibles pour toutes les populations.

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Mathias Gillmann, Porte-parole, [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org), portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure i, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) - tél. +243 81 890 77 06. +243 81 890 48 04



## Organisation des Nations Unies

En raison des violences et de l'insécurité survenues dans le contexte des élections présidentielles et législatives du 27 décembre en République centrafricaine (RCA), des milliers de personnes ont été forcés à fuir vers des pays voisins, au Cameroun, au Tchad, en République démocratique du Congo (RDC) et au Congo. Selon les statistiques communiquées par les autorités locales, environ 92.000 réfugiés de la RCA sont arrivés dans les provinces du Bas-Uele, du Nord-Ubangi et du Sud-Ubangi en République démocratique du Congo. Parmi eux, beaucoup de femmes et d'enfants.

Le HCR et la Commission Nationale pour les Réfugiés ont commencé l'enregistrement biométrique. Chaque jour, nos équipes sur le terrain enregistrent en moyenne 1.000 réfugiés dans notre base des données. L'enregistrement confirmera le nombre de réfugiés qui ont cherché refuge dans le pays. Il permet aussi d'identifier les personnes vulnérables et de bien orienter l'assistance.

Parmi les nouveaux arrivants, nous avons déjà enregistré 29,137 réfugiés à Ndu, à Yele/Bangalo, à Nyanji dans la province du Bas-Uele ; à Yakoma dans le Nord-Ubangi et à Sagila dans la province du Sud-Ubangi.

Le HCR a aussi commencé la distribution de fournitures d'urgence à Yakoma (Nord-Ubangi) et à (Bas-Uele). Il est à noter que nous sommes soutenus dans cette réponse par des agences onusiennes comme le PAM, UNICEF, OIM et de nombreuses ONGs. Il me plaît de vous informer du soutien du Coordinateur humanitaire en RDC, qui a déjà visité le terrain dans une mission conjointe. Cette collaboration met en exergue le partenariat qui existe au sein de l'équipe humanitaire. Le HCR s'en réjouit car cela nous permet de répondre rapidement aux besoins ces nouveaux réfugiés. Je vous informe que beaucoup d'entre eux n'avaient presque rien comme objets personnels au moment de fuir en RDC.

Dans ces conditions, les défis sont énormes pour assister des personnes qui ont fui les violences et les violations des droits de l'homme dans leur pays : Il faut noter que les réfugiés sont entrés par plusieurs points frontaliers, ils se retrouvent donc dans plusieurs villages éloignés les uns des autres et difficiles d'accès. Ils utilisent généralement l'eau de la rivière pour boire et se laver. En outre, les villages qui accueillent les réfugiés sont très pauvres et ont des ressources très limitées. Dans la réponse que nous apportons, nous devons veiller à ce que leurs besoins – ceux des Congolais- ne soient pas ignorés et que nous soutenions leur capacité à accueillir les réfugiés. Ils ont d'urgence besoin d'eau, d'abri, d'accès aux services de santé et d'installations sanitaires.

Un autre défi majeur, c'est l'acheminement de l'aide humanitaire. Les distances à parcourir sont longues et les routes impraticables. Cela prend plus de temps que prévu pour livrer l'aide aux personnes dans le besoin. La saison des pluies s'annonce, plusieurs localités deviendront inaccessibles. Nous avons identifié les ponts qui doivent être remis en état afin que les articles d'urgence et de secours de base puissent être transportés vers les réfugiés qui en ont besoin. Nous avons un besoin urgent de ressources ou d'autres partenaires pour venir réhabiliter ces ponts.

Un autre défi important est la relocalisation des réfugiés vers des sites ou villages éloignés de la frontière. Pour leur sécurité, les réfugiés doivent quitter les zones frontalières ; et dans cette zone, les villages le long du fleuve qui présentent des risques comme les inondations. Encore une fois, nous

### Contacts :

**MONUSCO** : Mathias Gillmann, Porte-parole ,gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure i, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 77 06. +243 81 890 48 04



## Organisation des Nations Unies

nous réjouissons de l'octroi des terrains par le biais des populations locales, entériné par les autorités au niveau central. Toutefois ces difficultés viennent s'ajouter à une situation humanitaire qui ne bénéficie pas du financement adéquat.

En effet, le financement du travail du HCR pour l'aide humanitaire est déjà dramatiquement faible, alors que le nombre des réfugiés et leurs besoins continuent de croître.

Je remercie ici le gouvernement congolais pour son hospitalité et surtout les populations congolaises qui acceptent et accueillent des milliers de réfugiés.

Le HCR appelle d'urgence la communauté internationale à mobiliser des fonds, afin que les organisations humanitaires puissent fournir une aide vitale aux réfugiés centrafricains et à leurs hôtes.

---

### **Contacts :**

**MONUSCO** : Mathias Gillmann, Porte-parole, [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org), portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure i, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 77 06. +243 81 890 48 04